Une course à l'hégémonie technologique entre la Chine et les États-Unis

mardi 2 octobre 2018, par CHAN Elaine (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2018).

La stratégie Made in China 2025, qui vise à faire monter en gamme l'industrie chinoise, irrite particulièrement les États-Unis. Moins par ses ambitions que par le soutien direct que lui apporte Pékin.

En août, Redcore, une start-up chinoise peu connue, annonçait avec fierté avoir "*brisé le monopole américain*" en développant un navigateur Web inédit. Mais la gloire de l'entreprise pékinoise a été de courte durée : il est vite apparu que le logiciel contenait des traces de Google Chrome [dans son répertoire d'installation], et Redcore a dû faire brusquement machine arrière.

Cet incident illustre, du point de vue des Occidentaux, ce qu'ils estiment être une stratégie délibérée de Pékin pour obtenir, de force, des transferts de technologies et procéder à des vols de propriété intellectuelle. Pour la Chine, il constitue un rappel du gouffre qui la sépare des États-Unis dans sa quête pour devenir une superpuissance technologique.

Créer des champions mondiaux

Les ambitions de Redcore, comme celles de nombreuses entreprises technologiques chinoises, trouvent leur origine dans le plan Made in China 2025 (MIC 2025). Ce programme, lancé par l'État en 2015, a pour objet de faire grimper dans la chaîne de valeurs mondiale les industries du pays (que ce soit dans les domaines de la robotique, de l'aérospatiale, des nouveaux matériaux ou des véhicules à énergie nouvelle) en remplaçant les produits importés par des produits locaux et en créant des champions mondiaux capables de défier les géants occidentaux.

Depuis trois ans, le plan est devenu la cible de toutes les critiques dans la bataille idéologique sino-américaine pour le pouvoir qui a éclaté au grand jour avec la guerre commerciale actuelle. Sentant leur domination technologique menacée, les États-Unis ont dénoncé ce plan comme l'exemple même de ce qu'ils considèrent comme une intervention abusive de l'État dans l'économie chinoise.

"Il est difficile de dire si la position des États-Unis à propos du MIC 2025 repose sur des faits ou sur une simple impression car la réalité, c'est que la Chine n'a pas une base manufacturière solide, souligne Lu Jiun-wei, chercheur à l'Institut de recherches économiques de Taïwan.

Mais dans la course au pouvoir politique mondial, les États-Unis souhaitent ralentir la progression de l'industrie chinoise, qui cherche à les rattraper, voire conserver ou même agrandir l'écart existant. Et là, il s'agit d'un vrai dispositif stratégique, pas d'une simple impression."

Pour la Chine, l'idée de départ, avec le MIC 2025, est simplement de rattraper les autres pays – un objectif de taille selon ses propres dires. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer le secteur des nouvelles technologies de l'information, un des dix secteurs clés du plan. Après plus de vingt ans d'existence et des milliards de dollars dépensés, le pays n'est toujours pas à même de commercialiser un système d'exploitation ou des puces conçus localement, sans parler bien sûr de

percer sur un marché informatique mondial dominé par Microsoft et Intel.

Zhang Hai'ou, professeur à l'université Huazhong des sciences et technologies [à Wuhan, dans le centre de la Chine], constate :

Nous en sommes simplement au stade où l'on se contente de 'suivre', en particulier pour le développement des technologies de base que l'on ne peut pas acheter et que personne ne nous donnera si on les demande."

Même Miao Wei, ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information, a reconnu que son pays avait encore besoin de trente ans pour devenir une superpuissance industrielle. *"Le made in China n'est pas aussi puissant qu'il paraît",* a-t-il concédé en 2015, devant les délégués de la Conférence consultative politique du peuple chinois, l'assemblée consultative de Chine.

Cependant, l'envie de devenir une superpuissance technologique est indissociable du "rêve chinois" du président Xi Jinping, et elle est portée par une vague de fierté nationaliste. Les provinces et les grandes municipalités n'ont ainsi pas tardé à convertir leurs divers plans de développement en initiatives du MIC 2025.

Innovation locale et autosuffisance

Le plan Made in China 2025 a été élaboré par plus de 150 scientifiques et chercheurs universitaires en 2014 sous l'égide du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information, ainsi que sous celle de vingt autres organismes gouvernementaux. Un groupe dirigeant en charge de la "construction d'une puissance manufacturière nationale" a été mis en place l'année suivante, avec à sa tête le vice-Premier ministre, Ma Kai, pour coordonner la planification et la mise en œuvre des mesures du MIC 2025 au niveau national. Une "feuille de route" a été publiée quelques mois plus tard, précisant les objectifs des secteurs industriels concernés.

Le plan, inspiré par la volonté de *"laisser le marché commander, le gouvernement guider et les réformes s'approfondir",* vise à porter à 70 % d'ici à 2025 la part de marché domestique des fournisseurs d'équipements technologiques chinois, à réduire de moitié les coûts d'exploitation, les cycles de production et le pourcentage de produits défectueux, et à créer 40 centres d'innovation. Il met l'accent sur l'innovation locale et l'autosuffisance, en n'évoquant que pour la forme le rôle des investisseurs étrangers ; il est seulement précisé que les investissements devront se concentrer sur des secteurs tels que les nouvelles technologies de l'information, les nouveaux matériaux et l'industrie biopharmaceutique.

Un projet peu soigné

MIC 2025 présente certaines lacunes : il ne précise pas les modalités financières et budgétaires, ce qui donne l'impression d'un projet peu soigné. De plus, la fièvre d'acquisitions qu'il a déclenchée a été à double tranchant. En effet, les sociétés chinoises à la trésorerie bien garnie ont été autant vilipendées pour leurs empiétements sur les intérêts nationaux d'autres pays qu'elles ont été bien accueillies pour sauver des entreprises européennes ou américaines en difficultés.

Surtout, le plan n'a pas réussi pour l'instant à obtenir ce dont la Chine a le plus besoin : des technologies clé, qui restent pour la plupart entre les mains de sociétés américaines.

La vulnérabilité de la Chine à la domination technologique des États-Unis est devenue manifeste en avril quand Washington a interdit aux industriels américains de vendre, pendant sept ans, des composants à l'équipementier télécoms ZTE, qui n'avait pas respecté les sanctions américaines infligées à l'Iran. Cette interdiction, par la suite levée, a failli pousser ZTE à cesser ses activités, en

laissant sur le carreau des milliers d'employés.

Le premier marché mondial du commerce en ligne

Côté États-Unis, il existe des raisons de s'inquiéter. La deuxième puissance économique mondiale, qui compte 800 millions d'internautes – deux fois plus qu'aux États-Unis –, est devenue le plus gros marché du commerce en ligne, des paiements mobiles et des robots industriels. La Chine a également donné naissance à des géants des hautes technologies, qui rachètent des actifs dans le monde entier et sont à la pointe de l'innovation : la société de jeu et de paiement sur Internet Tencent, le fabricant de drones DJI, le moteur de recherche Baidu ou encore la société de commerce en ligne Alibaba Group (propriétaire du *South China Morning Post).*

Mais c'est sans doute le rôle joué par le gouvernement chinois dans le MIC 2025 qui irrite le plus les États-Unis. *"C'est leur manière d'agir qui pose problème… Le gouvernement subventionne à tout-va le développement de ses entreprises, prend des mesures discriminatoires à l'encontre des sociétés étrangères ou leur impose des transferts de technologies,* affirme Jacob Parker, vice-président de l'US-China Business Council [qui regroupe environ 200 entreprises américaines faisant des affaires en Chine].

Ce sont autant d'éléments de concurrence déloyale auxquels il convient de s'opposer."

De fait, l'État a accentué son engagement depuis dix ans. Comme tous les programmes de développement classiques qui l'ont précédé, le MIC 2025 définit des objectifs en termes de croissance et de parts de marché (jusqu'à 95 % parfois) ; ce sont des caractéristiques propres à une économie planifiée que les États-Unis et l'Union européenne considèrent comme des infractions aux conditions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à laquelle la Chine a adhéré en 2001.

Notons toutefois que des initiatives similaires lancées avant 2015 par d'autres pays comme le programme Industries connectées au Japon ou le plan Industrie 4.0 en Allemagne n'ont pas provoqué un tel tollé. Même les États-Unis ont cherché à accroître leur compétitivité avec l'Advanced Manufacturing Partnership [partenariat en faveur de l'industrie manufacturière de pointe], lancé par le président Obama en 2011 dans le but de pousser industries, universités et organes gouvernementaux à s'associer pour investir dans les technologies émergentes. En 2014, Barack Obama y a ajouté l'Accelerating US Advanced Manufacturing [plan d'accélération de l'industrie manufacturière de pointe américaine].

Transferts de technologie

Reste à savoir dans quelle mesure les craintes suscitées par MIC 2025 sont justifiées. Selon Lu Jiun-wei, le plan n'a pas changé le cours des choses pour la Chine, comme le montre le recul de son excédent commercial en produits de haute technologie en 2017 par rapport à 2015, signe d'une augmentation de la dépendance des fabricants chinois à l'égard des technologies de base étrangères.

Tant que la Chine ne sera pas disposée à investir davantage dans la recherche fondamentale, ses efforts continueront à reposer sur la technologie étrangère, estime le chercheur. Ce qui signifie qu'elle n'en a pas fini avec une pratique qui est un des pires cauchemars de l'Occident, à savoir conditionner l'accès au marché chinois à des transferts de technologie.

"Bien que la Chine souligne l'importance de la recherche fondamentale pour devenir une superpuissance manufacturière, la part qui lui est consacrée dans l'ensemble des dépenses de recherche et développement depuis le lancement du plan Made in China2025 reste minime, environ 5 %, souligne Lu Jiun-wei.

C'est entre un quart et un tiers de ce que l'on observe dans des économies développées comme les États-Unis."

Autre indicateur, la Chine a facturé 28,7 millions de dollars en 2017 pour l'utilisation de ses droits de propriété intellectuelle : c'est 2,5 fois plus qu'il y a dix ans, mais cela ne représente que 59 % des 48,4 millions de dollars engrangés dans ce domaine par les États-Unis, selon la Banque mondiale. Par ailleurs, la Chine fait face à un ralentissement de sa croissance économique (passée de 10,6 % en 2010 à 6,9 % en 2017), qui pourrait réduire l'efficacité du plan.

Face aux pressions qui se multiplient, Pékin commence à modifier sa façon de se présenter au reste du monde, craignant de paraître arrogante. Ainsi, en juin, les censeurs d'État ont ordonné aux médias chinois de s'abstenir d'évoquer le MIC 2025.

Un manque de persévérance

Le même mois, Liu Yadong, rédacteur en chef du *Keji Ribao (Science and Technology Daily),*un journal contrôlé par le ministère de la Science et de la Technologie, déclarait en public que la Chine se trompait si elle pensait pouvoir ravir prochainement aux États-Unis sa première place en matière de hautes technologies. Parmi les obstacles auxquels la Chine se heurte, il évoquait le manque de connaissances scientifiques théoriques, un déficit de talents dans certains domaines et le manque de persévérance pour conduire les projets jusqu'au bout.

Quant à Yuan Lanfeng, chercheur à l'université chinoise des Sciences et Technologies [à Hefei, dans le centre-est du pays], il affirme que, dans le paysage technologique d'aujourd'hui, la question n'est pas qu'une nation en double une autre. *"Comme aux Jeux olympiques, on ne peut pas dire qu'un pays est nul parce qu'il ne remporte pas toutes les médailles d'or"*, a-t-il écrit dans un commentaire publié dans le journal officiel du Parti, le *Renmin Ribao [Quotidien du Peuple],* qui est devenu viral en Chine en août.

Aucun pays n'est en mesure d'y arriver et aucune stratégie n'est non plus conçue pour atteindre un tel niveau."

Elaine Chan

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

https://www.courrierinternational.com/article/une-course-lhegemonie-technologique-entre-la-chine-et-les-etats-unis